

Ambassade de France au Bangladesh
Service économique de Dhaka
Affaire suivie par Julien Deur

Dhaka, le 03 juillet 2023

Budget 2023-24 du Bangladesh

1. Des hypothèses sous-jacentes différentes entre le ministère et le FMI

Le Ministre des Finances AHM Mustafa Kamal a présenté le 1^{er} juin au Parlement le budget pour l'exercice 2023-24 (FY24) dans un contexte où le pays fait face depuis août 2022 à des défis nouveaux et qu'il a signé un accord avec le FMI en janvier 2023. Il repose sur une prévision de rebond de l'économie avec une croissance de 7,5% en 2023-24, contre 6,0% attendus pour 2022-23 et 7,1% réalisés en 2021-22, sur une hypothèse de reflux de l'inflation à 6,0% et d'une hausse importante des exportations (+12%) et des transferts de fonds des expatriés (+10%). Le ministère mise également sur une reprise de l'investissement privé. Ces hypothèses sont sensiblement plus optimistes que les institutions internationales. Le FMI table par exemple sur une croissance du PIB de 6,5% et sur un investissement privé à hauteur de 22,8% contre 27,4% dans le budget. Enfin, le budget espère un rattrapage des exportations de +12% en FY24 contre +8,6% pour le FMI.

	FY22 réalisé	FY23 budget	FY23 révisé	FY24 budget	FY25 proj.	FY26 proj.
Croissance du PIB (%)	7,1	7,5	6,0	7,5	7,8	8,0
Inflation (%)	6,2	5,6	7,5	6,0	5,5	5,4
Investissement privé (%PIB)	24,5	24,8	21,8	27,4	28,8	29,4
BDT/USD	86,3	95,0	97,8	104	104,5	105,0
Réserves de change (Mds\$)	42,7	45,3	34,6	35,8	41,1	48,9

Source : [MTMPS 2023-24](#)

2. Un budget dans la lignée des exercices précédents

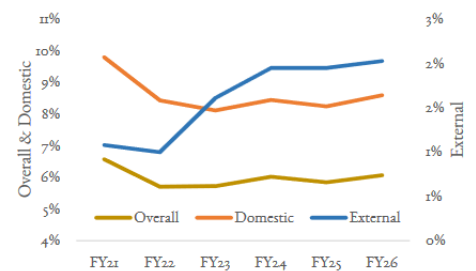
Le budget total atteint 7 618 Mds Tk (environ 70 Mds USD) soit 15,2% du PIB, un pourcentage stable par rapport à l'année précédente. Le déficit de son côté est prévu à 2 579 Mds Tk soit 5,2% du PIB, dans la moyenne des budgets précédents, financé à 40% par des sources externes (environ 9 Mds USD) et à 60% par du financement domestique (notamment le secteur bancaire et la banque centrale).

2.1. Un coût du service de la dette maîtrisé

Malgré l'augmentation progressive des prêts à conditions de marché de la part des bailleurs, un taux de change plus défavorable et la hausse globale des taux, la hausse des taux d'intérêt implicites du financement externe devrait rester contenue de 1,5% en 2022-23 à 2,0% en 2023-24¹. Dans le même temps, le recours aux *National Saving Certificates* (NSC), très coûteux (taux d'intérêt de 13% environ), est graduellement réduit permettant de réduire le coût de l'endettement interne.

Le paiement des intérêts de la dette restera maîtrisé, à 943 Mds Tk soit 12,4% du budget en 2023-24 avec une très large part pour financer les intérêts

Figure 2.4: Implicit Interest Rate Movement



Source : [MTMPS 2023-24](#)

¹ Source : [MTMPS 2023-24](#)

domestiques (10,8% du budget). Le montant des intérêts de la dette externe a cru très rapidement, de 43 Mds Tk en FY21 à 124 Mds Tk en FY24 mais reste faible à 1,6% du budget.

2.2. Une augmentation des recettes, dans le cadre des programmes des bailleurs

Les recettes fiscales, particulièrement scrutées dans le contexte du programme FMI, devront atteindre 9,0% du PIB contre 8,7% du PIB sur le budget précédent et 7,5% sur le budget réalisé 2021-22. Les documents du ministère des Finances montrent en effet un écart net entre les recettes du budget initial et celles du budget réalisé, de l'ordre de 14% de moins. Afin d'atteindre 9,0% du PIB en recettes fiscales, le National Board of Revenue cherchera à augmenter les taxes sur les revenus et sur les profits de 2,7% du PIB à 3,1%. Les recettes tirées de la TVA, qui il y a quelques années représentait plus de 50% des recettes fiscales, se sont érodées au fil du temps. Un programme de la Banque Asiatique de Développement (BASD) vise à rendre obligatoire l'enregistrement en ligne pour la TVA, développer le paiement en ligne et le retrait de plusieurs exemptions.

2.3. Des dépenses pour les projets de développement en baisse relative

Les crédits fléchés vers l'*Annual Development Program* (ADP) progresse deux fois moins vite que le budget (+7% contre +15%) et tombe ainsi à 5,3% du PIB, au plus bas depuis au moins une dizaine d'années. L'ADP d'un montant de 2630 Mds Tk (25 Mds USD) est principalement dirigé vers le secteur du transport et des communications (27%), l'éducation et technologie – y compris la centrale nucléaire de Rooppur (16,8%) et le développement rural (15%). Cet ADP comprend en tout 1250 projets, dont près d'un quart date d'il y a plus de six ans. Les « méga-projets », au nombre de 20, représentent 30% de l'ADP. Parmi eux, cinq doivent être terminés lors de l'année fiscale dont notamment le Padma Bridge Rail Link (financement EXIM Bank of China) et la desserte ferroviaire vers Cox's Bazar (financement BASD).

Enfin, les ministères sociaux restent globalement moins bien dotés que dans les autres pays comparables dans la zone. Le budget de l'éducation croit légèrement pour atteindre 1,8% du PIB, en bas de classement parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). L'allocation pour la santé n'est de son côté que de 0,76% du PIB, et le Bangladesh se place actuellement 184^e sur 186 sur cet indicateur.

2.4. Des subventions qui représentent 11% du budget

Le budget 2023-24 prévoit 840 Mds Tk de subventions publiques (11% du budget) en léger retrait par rapport au budget rectificatif de 2022-23 (12%). Ces subventions concernent principalement l'électricité, le GNL et les engrais. Afin de réduire l'enveloppe, le Bangladesh a d'ores et déjà revu à la hausse certains tarifs et mettra un mécanisme d'ajustement mensuel pour certains produits énergétiques. Autre fait notable, le budget du ministère de l'agriculture diminue de 10% porté par une baisse de 34% des subventions au secteur par rapport au budget révisé 2022-23.

3. Un volet climat pour la sixième année

Le sujet du changement climatique bénéficie pour la sixième année d'un livret spécifique (Climate Financing for Sustainable Development) qui détaille le budget lié aux actions prévues par les différents ministères concernés. L'allocation pour le changement climatique progresse de 14% dans le nouveau budget : elle s'élève à 370 Mds TK (3,1 Mds EUR), équivalent à 9,0% du budget total, contre 324 Mds Tk pour l'exercice précédent. Le budget climat 2023-24 englobe pour cet exercice fiscal 25 administrations et finance principalement la santé, protection sociale et sécurité alimentaire (42%) et les infrastructures (29%).

Les principaux ministères impliqués sont l'agriculture (93 Mds Tk), les collectivités territoriales (75 Mds Tk) et l'eau (39 Mds Tk), portant des projets de développement tels que le développement de systèmes de culture plus résistants, l'adaptation des cultures aux sécheresses et à la salinité, la réparation de polders (étendue artificielle de terre) ou encore l'adaptation aux inondations.

Une mise à jour du Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan 2009 est en cours et vise à étendre le nombre de thématique de 6 à 11, en ajoutant par exemple la gestion des ressources naturelles, le genre et l'adaptation au changement climatique en zone urbaine.

	2021-22		2022-23				2023-24		Budget FY23 vs. FY24
	Actuel		Budget		Révision		Budget		
	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	Mds Tk	% PIB	
Recettes totales et dons	3369	8,5	4363	9,8	4363	9,8	5039	10,1	15,5%
Recette totales	3346	8,4	3880	8,7	4330	9,8	5000	10,0	28,9%
Recettes fiscales	2996	7,5	3880	8,7	3880	8,7	4500	9,0	16,0%
Taxes du National Board of Revenue (NBR)	2929	7,4	3700	8,3	3700	8,3	4300	8,6	16,2%
dont : TVA et taxes additionnelles	1169	2,9	1412	3,2	1462	3,3	1638	3,3	16,0%
Taxes sur le revenu et les profits	961	2,4	1210	2,7	1211	2,7	1533	3,1	26,7%
Droits de douane et d'accise	799	2,0	1078	2,4	1027	2,3	1129	2,3	4,7%
Taxes hors NBR	67	0,2	180	0,4	180	0,4	200	0,4	11,1%
Recettes non fiscales	351	0,9	450	1,0	450	1,0	500	1,0	11,1%
Dons - Aides étrangères	23	0,1	33	0,1	33	0,1	39	0,1	18,2%
Dépenses totales	5182	13,0	6781	15,2	6605	14,9	7618	15,2	12,3%
Dépenses courantes	3257	8,2	4114	9,2	4143	9,3	4753	9,5	15,5%
Service de la dette	732	1,8	732	1,6	892	2,0	935	1,9	27,7%
Annual Development Program (ADP)	1861	4,7	2461	5,5	2276	5,1	2630	5,3	6,9%
Solde budgétaire total (dons inclus)	-1812	-4,6	-2418	-5,4	-2242	-5,1	-2579	-5,2	6,7%
Financement net	1812	4,6	2418	5,4	2242	5,1	2579	5,2	6,7%
Financement externe	650	1,6	954	2,1	838	1,9	1025	2,0	7,4%
Décaissements	783	2,0	1125	2,5	1019	2,3	1272	2,5	13,1%
Amortissements	-133	-0,3	-170	-0,4	-181	-0,4	-247	-0,5	45,3%
Financement domestique	1152	2,9	1463	3,3	1404	3,2	1554	3,1	6,2%
Auprès du système bancaire	755	1,9	1063	2,4	1154	2,6	1324	2,6	24,6%
dont Long terme	490	1,2	682	1,5	739	1,7	866	1,7	27,0%
Court terme	265	0,7	381	0,9	415	0,9	458	0,9	20,2%
Hors du système bancaire	397	1,0	400	0,9	250	0,6	230	0,5	-42,5%
dont : National Savings Scheme	203	0,5	350	0,8	200	0,5	180	0,4	-48,6%
PIB Nominal	39717	100,0	44500	100,0	44393	100,0	50068	100,0	12,5%

Source: Budget, Ministère des Finances